

# La participation des migrants haïtiens vivant au Canada dans leur société d'origine : entre projection au retour et transnationalisme sédentaire

HÉROLD CONSTANT<sup>1</sup>

**RÉSUMÉ** – *Le retour en Haïti reste une aspiration importante pour beaucoup de migrants haïtiens. Il est inscrit au cœur de leur projet et de leurs cycles migratoires. Bien plus qu'une simple aspiration migratoire, il est même un projet pour certains. Face aux crises socio-politiques chroniques de leur pays d'origine, la retraite est considérée comme le moment idéal à la matérialisation de ce projet. Une enquête qualitative menée dans la région d'Ottawa-Gatineau auprès des migrants haïtiens a montré que ce projet de retour est associé à une logique de transnationalisme sédentaire et des activités de participation citoyenne revêtues de significations symboliques qui émanent de leurs expériences migratoires, notamment de la condition migrante. Le mode de vie transnational qu'ils envisagent suppose un statut politique qui garantit la capacité de mobilité transfrontalière. Cet article se propose de mettre en évidence ce mode de vie et les pratiques sociales transnationales qui y sont associées.*

**MOTS-CLÉS** – *Projet migratoire, condition migrante, migration de retour, participation transnationale, transnationalisme sédentaire*

**ABSTRACT** – *Returning to Haiti remains an essential aspiration for many Haitian migrants. It is at the heart of their project and their migratory cycles. Much more than a simple migratory aspiration, it is even a project for some. Faced with the chronic socio-political crises of their country of origin, they consider retirement as the ideal moment for the materialization of this project. A qualitative survey conducted in the Ottawa-Gatineau region among Haitian migrants has shown that this return project is associated with a logic of sedentary transnationalism and citizen participation activities coated with symbolic meanings that emanate from their migratory experiences, in particular from the migrant condition. The transnational way of life they put into perspective presupposes a political status that guarantees the capacity for cross-border mobility. This article aims to highlight this way of life and the transnational social practices associated with it.*

**KEYWORDS** – *Migration project, migrant condition, return migration, transnational participation, sedentary transnationalism.*

---

<sup>1</sup> Université d'Ottawa. Email : [constant.heroldo487@gmail.com](mailto:constant.heroldo487@gmail.com)

## I. CONTEXTE ET PROBLÉMATIQUE

Les questions de participation et de migration inspirent une riche littérature dans les sciences sociales. Pourtant, peu de recherches les abordent de manière conjointe (Waldinger 2006). Non seulement la plupart d'entre elles concernent quasiment les pays d'immigration, mais aussi ces recherches sont focalisées sur la participation électorale (Waldinger 2006). En dépit du contexte de mondialisation accrue actuel (Sassen 2009), les pratiques transnationales sont très peu étudiées. Dans le contexte haïtien, cette carence est encore plus marquante.

En effet, Haïti a une solde migratoire négative depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle (OIM 2015). Sans compter les récentes vagues d'émigration enregistrées depuis 2016, le nombre d'Haïtiens vivant à l'étranger avoisinerait 1,2 million, soit 11 % de la population du pays<sup>2</sup> (OCDE et INURED 2017). Vu leur poids démographique et leurs implications dans leur pays d'origine, Cédric Audebert (2012) avance que les défis relatifs au devenir d'Haïti ne sont plus envisageables sans la considération de leur dispersion au-delà de ses frontières. Ainsi, selon un certain discours, la « diaspora haïtienne » représente même une opportunité de développement énorme pour le pays<sup>3</sup>. C'est dans cette logique qu'après le séisme de 2010, en misant sur leurs transferts de fonds, l'État haïtien, en partenariat avec des organismes internationaux, avait déclaré vouloir placer les émigrants au cœur du « projet » de reconstruction du pays (OIM 2010). Bien que ces migrants se considèrent eux-mêmes comme des exclus et des exilés, quand on considère l'ampleur de leurs transferts de fonds, de leurs investissements et de leurs services financiers, cette participation économique est effectivement indéniable.

Toutefois, cette visée développementiste et quantitativiste occulte d'autres réalités subjectives tout aussi importantes dont l'appréhension nécessite le recours d'une perspective transnationale. Il s'agit notamment de leur participation dans leurs sociétés d'origine et d'accueil, ainsi que la signification de ces pratiques. Interroger la participation des migrants internationaux d'un point de vue subjectif renvoie à un raisonnement qui intègre dans un même registre où les individualités et les subjectivités sont inscrites dans les rapports sociaux globaux de la mondialisation. Cette approche place la complexité du rapport dialectique entre les individus et la société au cœur de ce raisonnement (de Gaulejac, Hanique, et Roche 2007) et conçoit les conduites sociales comme le résultat d'une interaction de facteurs psychologiques, individuels, familiaux et culturels et les déterminants structurels (Gaulejac et Leonetti 1994). Dans cette

---

<sup>2</sup> Il convient de noter que ce chiffre ne fait pas l'unanimité. En reprenant des données de George Anglade, l'OIM (2010) estimait cette population à plus 4 millions depuis 2010.

<sup>3</sup> Il s'agit d'un discours développementiste promu par certains intellectuels et des organismes internationaux qui puise ses racines dans la théorie *win-win-win* selon laquelle la circulation transfrontalière constitue une opportunité socio-économique à la fois pour le migrant, ses pays d'origine et d'accueil) (OIM 2015; OCDE 2017). Nous pouvons citer par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM 2015), l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE 2017) qui tentent d'établir des faits, en relevant des données chiffrées pour montrer l'importance de la contribution des migrants dans l'économie du pays, notamment dans son PIB.

perspective, la participation des migrants est analysée au regard des réalités structurelles et subjectives de la condition migrante.

L'intérêt de cet article est donc d'interroger les pratiques transnationales des ressortissants haïtiens vivant au Canada. En m'appuyant sur la vision d'Étienne Tassin (2018) de la « condition migrante », nous cherchons à expliciter les conditions sociales d'émergence de ces pratiques et de leurs significations. En dernier ressort, cette voie permettra de comprendre la manière dont celles-ci s'insèrent dans les intentions et les projets de retour, notamment dans la forme de transnationalisme sédentaire priorisée par ces migrants.

Il s'agit d'une étude qualitative basée sur une recherche documentaire et une enquête empirique. Entre février et avril 2020, dans le cadre de ma thèse de maîtrise en sociologie à l'Université d'Ottawa, des entretiens biographiques ont été réalisés auprès des migrants originaires d'Haïti vivant dans la région d'Ottawa-Gatineau (Canada) pour comprendre leur rapport au travail. Ces entretiens ont été réalisés en créole haïtien et ont été traduits en français lors de la retranscription. Une dizaine de participants a été recrutée via des annonces sur les réseaux sociaux et par mes contacts personnels dans la communauté haïtienne dans cette région. Ce groupe comporte des personnes qui ont immigré au Canada entre les années 1990 et 2014. Selon la classification des échelles salariales de Statistique Canada, ces participants appartiennent aux classes moyennes et populaires canadiennes. Leurs situations socio-professionnelles très variées (hauts cadres très scolarisés, cadres moyens, salariés peu scolarisés) ont permis de comparer les différents rapports au pays d'origine et les projets de retour.

De cette enquête sur le rapport au travail, ont été aussi émergées des données sur leurs rapports à leur pays d'origine, notamment en ce qui concerne leur participation transnationale. Étant donné que celles-ci n'avaient pas pu être traitées dans le cadre de la thèse, elles ont été analysées spécifiquement pour la production de ce présent article. De plus, vu que nous sommes nous-même en contexte de migration et en contact avec beaucoup de ces personnes, ces données empiriques se nourrissent constamment par des discussions informelles sous forme d'une observation participante (Lapassade 2016). Le souci de confronter le point de vue de ces migrants au discours dominant dans la société haïtienne m'a poussé à analyser les études réalisées par diverses institutions nationales et internationales comme l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), l'Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED), l'Organisation Mondiale pour les Migrations (OIM) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cet article confronte ces deux points de vue tout en montrant leurs lieux de rencontre et de discordance. Son but est de mettre en évidence le rapport que ces migrants entretiennent avec leur société d'origine et son mode de subjectivation.

## **2. PERSPECTIVE THÉORICO-CONCEPTUELLE**

Vu son but consistant à expliciter des réalités et expériences subjectives en lien à des structures normatives, notre analyse est ancrée dans une perspective de sociologie clinique. À travers une délimitation conceptuelle, cette section présente cette visée théorique. Elle explique donc le contexte d'émergence des

pratiques transnationales et offre la voie pour l'objectivation de leurs significations.

### ***2.1. Comprendre les pratiques transnationales contemporaines***

Cette réflexion part de l'idée de Carlos Vargas-Ramos (2015) selon laquelle les pratiques transfrontalières doivent être suffisamment denses, régulières et durables pour être considérées comme transnationales. Par ailleurs, la participation transnationale est aussi envisagée au regard de la condition migrante, qui selon Tassin, est la condition sociale qui détermine et structure le rapport que ces personnes entretiennent avec leurs pays d'origine et d'immigration (Tassin 2018). Ce philosophe définit cette condition comme l'ensemble des réalités objectives et subjectives qui composent et donnent du sens à la vie migrante (Tassin 2018). Elle englobe notamment les enjeux liés aux contextes d'émigration, aux trajectoires migratoires et au processus d'établissement et d'intégration dans la société d'immigration, mais aussi les systèmes de représentations sociales et collectives entourant la migration, à la fois dans les pays d'origine et d'immigration (Sayad 1999; Peraldi 2008; Tassin 2018). Vouloir interroger les pratiques transnationales des migrants haïtiens invite à une considération du fait migratoire, mais aussi de ses représentations et de sa subjectivation.

Dans le contexte actuel de la mondialisation des migrations internationales (Sassen 2009; de Wenden 2016), on voit apparaître une dynamique de mobilité circulaire et un modèle de citoyenneté transnationale marqués particulièrement par un rapprochement symbolique des frontières nationales (Leggewie 2013). Désormais, malgré l'émigration, les attaches avec le pays d'origine ont un poids très important sur les vies et les communautés d'immigrants (Waldinger 2006). L'émigration engendre une existence sociale chevauchant un «entre-deux non dissociant» (Julien 2020) à travers des pratiques sociales de coprésence (Belguidoum et Mohammedi 2017). Autant que ces attaches produisent des sentiments de déracinement (Agier 2016; Tassin 2018), des migrants parviennent aussi à la création d'un «double chez-soi» (Waldinger 2006). La globalisation crée ainsi de nouveaux liens et champs sociaux transnationaux (Waldinger 2006) et donne lieu à multiples formes transnationales de participation sociale et politique qui soulèvent des enjeux sociaux, économiques, politiques, culturels et identitaires très importants (Kastoryano 1997). Ces enjeux touchent non seulement les conditions de vie et les droits des migrants en tant qu'individu, mais aussi des causes qui ne relèvent pas forcément de leurs intérêts strictement individuels et d'un espace national (Lardeux 2020).

### ***2.2. Survol théorique sur la question de la participation***

Le concept de participation revêt d'une plurivocité qui lui attribue un caractère très complexe et même ambigu (Duran et Truong 2013; Bresson 2014). D'une manière générale, la participation renvoie à un certain pouvoir de décision associé à l'idéal démocratique qui promeut l'égalité des citoyens (Bresson 2014). Dans les sociétés modernes, elle est même considérée comme un droit social (Gaudet 2011). Souvent associé à divers qualificatifs (social,

économique, culturel, communautaire, politique), le concept de participation est utilisé pour appréhender les modes de rapport des individus à la collectivité. Ainsi, ce concept englobe une grande variété de pratiques. En vue d'appréhender empiriquement celles des migrants haïtiens, il est abordé ici sous son angle central, à savoir *socio-communautaire*.

Du point de vue théorique, les explications sociologiques apportées à cette question relèvent du vieux débat opposant Gabriel Tarde et Émile Durkheim concernant le rapport entre l'individu et la société. Ainsi, certains chercheurs définissent la participation comme un « pouvoir d'agir des individus » (Chapas et Hollandts 2017) qui est conditionné et structuré par des contextes sociaux, économiques, politiques et culturels (Gaudet et Turcotte 2013). Sous l'angle socio-communautaire, ce concept désigne l'implication de l'individu dans sa collectivité, soit en y consacrant ses ressources financières personnelles ou en mettant gratuitement une partie de son temps à son service en vue d'améliorer ou transformer les conditions de vie de ses concitoyens (Gaudet 2011).

Sur le plan strictement économique, elle renvoie à l'ensemble des contributions de l'individu (intentionnelles ou pas) dans la sphère économique. Cette dimension se réfère plus spécifiquement à la participation au système de travail et au marché de l'emploi, notamment à la production, à l'échange et à la gestion des ressources et services (Priou 2007). Étant donné que son but ultime est de propulser des changements sociaux mélioratifs, la participation économique est aussi considérée comme une contribution sociale et communautaire (Priou 2007). Selon certains observateurs, les implications des migrants dans l'économie de leurs pays d'origine et d'installation s'inscrivent dans cette dynamique de développement économique et social (OCDE et INURED 2017).

Dans la littérature sociologique, certains chercheurs analysent cette implication socio-communautaire au regard de la théorie du don de Marcel Mauss (*donner-recevoir-rendre*). La participation socio-communautaire est considérée comme un « temps donné aux autres » en vue d'une future rétribution, ou *vice-versa* (Gaudet 2011; Gaudet et Turcotte 2013). Elle se manifeste généralement à travers un ensemble d'activités formelles (bénévole, associatif et communautaire) et informelles (aide, entraide, dons) qui expriment l'engagement de l'individu dans sa communauté (Gaudet 2011). Ainsi, bien que les motifs soient très variés, l'implication dans la collectivité suppose un sentiment d'appartenance et d'obligation de réciprocité (Gaudet et Turcotte 2013).

Plusieurs facteurs influencent les dynamiques et les pratiques de participation. Carolle Simard et Michel Pagé évoquent le processus de socialisation de l'individu qui le met aux prises aux épreuves sociales qui marquent son existence (Simard et Pagé 2016). Pour leur part, Gaudet et Turcotte mentionnent les inégalités sociales qui structurent les trajectoires résidentielles, familiales et professionnelles des individus, mais aussi leur accès aux ressources économiques et symboliques, leurs valeurs culturelles, l'âge et le sexe (Gaudet et Turcotte 2013). Et en ce qui concerne les migrants internationaux, leur participation met en jeu un univers existentiel qui réunit deux lieux : l'ici et le là-bas (Sayad 1999). En se projetant dans une mode de vie transnationale (Waldinger

2006), leurs activités (familiales, sociales, économiques, culturelles et politiques) transcendent les cadres nationaux de l'État-nation (Leggewie 2013). Pour finir, en dépit du fait que le 21<sup>e</sup> siècle est marqué par un développement spectaculaire des pratiques transnationales en raison de l'ampleur des migrations internationales (Waldinger 2006), il convient de souligner que la littérature sur le sujet tient à peine compte des formes transnationales de participation.

### **3. PARTICIPATION DES MIGRANTS HAÏTIENS VIVANT AU CANADA DANS LEUR PAYS D'ORIGINE**

Cette section présente les grands traits du contexte migratoire des Haïtiens au Canada et de leurs pratiques de participation transnationale. Elle sert de préalable à la compréhension de la manière dont celles-ci s'insèrent dans les projets de retour.

#### ***3.1. Aperçu du contexte migratoire des Haïtiens au Canada***

Les contradictions socio-historiques sur lesquelles la formation sociale haïtienne est fondée, les politiques néolibérales qui y sont mises en œuvre depuis la fin des années 1970 et les catastrophes naturelles récurrentes auxquelles elle doit faire face ont engendré la désarticulation de son économie d'Haïti et une importante dépendance de l'aide internationale (Perchellet 2010). La situation socio-économique, politique et environnementale qui en résulte ne peut être que catastrophique. Le chômage y bat son plein : 35,1% de la population selon des données de l'OIM publiées en 2015 (OIM, 2015). Depuis 2008, environ 76% de la population haïtienne vivait dans la « pauvreté » (c'est-à-dire avec moins de deux dollars US par jour), dont 56% dans l'extrême « pauvreté » (Ministère de la Planification et de la Coopération Externe 2008). Les services sociaux élémentaires comme la santé, l'éducation, le logement, l'électricité, l'eau potable, la télécommunication et transport sont marchandisés et raréfiés du fait de leur privatisation.

Depuis le séisme de 2010 et la prise du pouvoir par le régime néo-duvaliériste connu du nom de « Parti Haïtien Tèt Kale » (PHTK) en 2011, la situation a encore empiré. Selon une enquête réalisée par la Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNSA) en 2019, environ 3,7 millions d'Haïtiens vivent dans l'insécurité alimentaire en Haïti (PAM 2019). Depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle, cette situation constitue la principale source de l'émigration massive des Haïtiens (Audebert 2012). La majorité des participants de notre enquête ont évoqué cette crise sociétale comme raison de départ, notamment dans sa manifestation à travers les actes de banditisme impuni et d'insécurité publique. Certains d'entre eux avaient émigré avec les turbulences socio-politiques des années 90, d'autres lors de la crise qui a culminé au coup d'État de 2004 et après le séisme de 2010. Ces migrants considèrent la situation du pays comme une contrainte au départ, à l'exil. Une fois à l'extérieur, si l'insécurité publique constitue un élément de blocage à une participation plus active et denses, la situation socio-économique du pays représente un motif pour s'y impliquer en vue de changements mélioratifs. Le fondement de motif étant d'ordre moral et patriotique.

Après les États-Unis et la République Dominicaine, le Canada est la troisième grande destination de ces émigrants (OCDE et INURED 2017). En effet, l'immigration des Haïtiens dans ce pays nord-américain remonte depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle. Elle allait connaître une énorme extension avec l'instauration de la dictature des Duvalier (1957-1986) en Haïti et l'abrogation du critère ethnique dans les conditions d'entrée en 1976 (Cloos et al. 2016). Après la chute de cette féroce dictature marquant une pause des migrations massives forcées, les logiques migratoires avaient profondément changé. Les motifs politiques avaient été substitués par d'autres à caractères socio-économiques et environnementaux, qui eux-mêmes étaient reliés aux effets néfastes des politiques néolibérales (Audebert 2012). Toutefois, avec l'avènement au pouvoir du régime de PHTK qui a renforcé et légitimé les réseaux et groupes criminels partout en Haïti, l'émigration massive forcée notamment vers les Caraïbes et l'Amérique Latine a repris sous une autre forme. La crainte n'est plus d'un dictateur, mais des groupes criminels tuant et massacrant la population avec la complicité de cet État néo-duvaliériste. Cette crise sociétale sans précédent a renforcé les vagues d'émigration.

Bien qu'au Canada les personnes noires comme les Haïtiens soient les couches les plus concernées par la précarité et la marginalisation socio-économique (Kanouté 2007; Forcier 2012; Potvin et Lafortune 2014; Cardona 2018), ce pays nord-américain est construit dans l'imaginaire social haïtien comme un *Eldorado*. D'où l'importance démographique de cette population au Canada, notamment au Québec. En 2011, Haïti était classé parmi les trois principaux pays des Antilles, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud pourvoyeurs d'immigrants au Canada (Statistique Canada 2013). Le recensement de 2016 a dénombré 165 095 personnes nées en Haïti (Statistique Canada 2017). Les sections suivantes mettront en évidence les conditions sociales d'émergence de leur rapport à leur pays d'origine.

### ***3.2. Les conditions d'émergence de la participation transnationale***

Selon l'enquête réalisée auprès des migrants haïtiens de la région d'Ottawa-Gatineau, l'émigration est un périple qui met en jeu d'importants enjeux existentiels. Que ce soit dans les rapports familiaux, socio-affectifs et d'une manière globale dans les liens avec le pays d'origine, l'émigration est à l'origine de tensions qui affectent l'existence et l'identité sociales de l'individu (Tassin 2018). Selon leurs propos, c'est surtout la dimension contraignante du départ qui pèse sur l'existence du migrant. Cette contrainte est à la fois économique et morale. Puisque le migrant émigre par devoir, elle est associée à un ensemble de responsabilités et de redevances morales. En plus de devoir eux-mêmes survivre dans une condition migrante difficile (Sayad 1999) caractérisée fondamentalement par la précarité socio-économique (Forcier 2012; Potvin et Lafortune 2014), ces migrants sont moralement contraints d'assurer la survie des familles et proches restés en Haïti généralement dans la précarité socio-économique et l'insécurité sociale. Pour diminuer la charge mentale qui en résulte, certains d'entre eux s'engagent dans des activités socio-communautaires et sociopolitiques visant un certain développement socio-économique.

D'un autre côté, le départ d'Haïti, étant vécu comme une contrainte conduisant à un « exil doré », produit un sentiment de déracinement (Tassin 2018). Ce sentiment provient non seulement de l'affaiblissement progressif des liens sociaux et communautaires avec les pays d'origine, mais surtout du fait que leur pays d'installation les traite avec inhospitalité. Malgré leurs importantes qualifications et expériences professionnelles, ces migrants noirs sont des « indésirables » dont la présence ne s'impose que par le besoin de force de travail. Selon plusieurs recherches (par exemple: Forcier 2012; Cardona 2018; Kanouté 2007), cette indésirabilité se manifeste dans leur réclusion à la marge du système d'emploi dans les secteurs les plus rudes et épuisants, les moins valorisés et rémunérés.

L'émigration s'accompagne d'une remise en cause et dans certains cas de l'annihilation des statuts et des identités socio-professionnelles prémigratoires. Notre enquête montre qu'à l'instar des chercheurs cités ci-dessus, ces migrants vivent cette non-reconnaissance comme une perte de leur personnalité (Honneth 2006) ou une « perte du soi » (Linhart 2005). La migration produit une « élimination du lien ontologique à soi-même par la destruction de la personne psychique » (Tassin 2018, 196). Pour paraphraser Serge Paugam (2012), la disqualification socioprofessionnelle est une forme de dévalorisation sociale qui est une des manifestations de ce que Agier (2011) appelle « l'indésirabilité » des migrants dans les sociétés occidentales. Dans le contexte canadien, cette situation remet en cause non seulement leur identité sociale en tant qu'individu, mais aussi la légitimité de leur présence dans la société. L'émigration est vécue comme un « exil intérieur » qui se manifeste à travers un sentiment d'être en dehors du monde (Agier 2011), qui lui-même crée un vide existentiel chez ces migrants. D'où la nécessité de maintenir les liens avec le pays d'origine afin de resignifier leur existence sociale.

### ***3.3. Les formes de participation transnationale des migrants haïtiens***

#### **3.3.1. La participation économique : ce que le discours politico-médiatique occulte**

En 2012, la diaspora contribuait à plus de 27 % du PIB d'Haïti (Doura, 2012). Quelques années plus tard, l'OIM (2015) rapporte que la Banque de la République d'Haïti (BRH) a estimé ce chiffre à 1,3 milliard de dollars US<sup>4</sup>, dont 7,1% venaient du Canada. En 2017, les données disponibles font état d'une légère baisse, car cette contribution était évaluée à environ 25 % du PIB (OCDE et INURED 2017). Sans même considérer la contribution des autres secteurs économiques, ces chiffres généraux montrent que les transferts de fonds venant de l'étranger représentent l'épine dorsale de l'économie du pays. Toutefois, contrairement au discours développementaliste (Haas 2010) dominant dans l'espace politico-médiatique haïtien, cette contribution n'est pas associée à une dynamique de croissance économique.

---

<sup>4</sup> Il faut souligner qu'en 2010, l'OIM avait pourtant estimé cette contribution à plus de 2 milliards de dollar US.

Selon l'étude publiée par l'INURED et l'OCDE en 2017, compte tenu de leur mode d'utilisation, les transferts de fonds des émigrants haïtiens ne servent pas forcément à la dynamisation des activités productives du pays (OCDE et INURED 2017). Pour les familles des classes populaires, ils sont plutôt voués à leur subsistance face aux services sociaux privatisés et raréfiés. Certains participants de la région d'Ottawa-Gatineau racontent que, malgré leur situation socio-économique souvent précaire, elles ont une obligation [morale] d'assurer la survie de leurs familles et certains amis proches restés en Haïti en transférant régulièrement de l'argent, notamment pour la nourriture, le logement, les soins de santé et la scolarisation des enfants. D'un point de vue macro-économique, l'étude de l'INURED et l'OCDE soulignent aussi qu'au lieu de contribuer à une relance économique, les transferts de fonds vers Haïti tendent plutôt à « *réduire l'apport de main-d'œuvre dans les zones urbaines, et ont l'effet inverse dans les zones rurales* » (OCDE et INURED 2017, 85). Bien que la migration de retour ne soit pas associée à une croissance des revenus agricoles, les familles comportant un migrant de retour sont plus susceptibles d'investir dans des actifs agricoles, qui représentent de potentiels leviers économiques (OCDE et INURED 2017). La prochaine section concernant la subjectivation du retour en fournira des explications potentielles.

Dans la société haïtienne, la logique de solidarité familiale et intergénérationnelle intervient dès la mise en place des projets migratoires. Dans un contexte d'Haïti où la libéralisation de l'économie et des services sociaux paupérise les familles des classes populaires et fragilise celles des classes dites moyennes (Perchellet 2010), comme l'avance la théorie de la nouvelle économie des migrations de travail (Haas 2010), l'émigration est souvent un projet familial dont le but principal est la sécurisation des revenus des ménages. Dans les familles à faible revenu, le projet migratoire est financé collectivement par toute la maisonnée, parfois avec même la contribution de la famille élargie et des amis proches dans une logique de partage des risques économiques. Dans l'imaginaire social, l'incertitude provoquée par l'absence quasi totale de politique de sécurité sociale entraîne une substitution de l'assurance sociale publique par une solidarité familiale et intergénérationnelle qui, comme l'idéologie néolibérale le veut, déresponsabilise l'État au détriment même des citoyens. Cette logique pourrait être un des facteurs qui concourt à la décollectivisation et la déconflictualisation du travail dans la société haïtienne mérite de faire l'objet de recherches empiriques systématique.

D'un autre côté, la contribution économique de ces migrants répond à une double obligation morale de solidarité familiale et intergénérationnelle, laquelle est une valeur importante dans les milieux populaires haïtiens. Du point de vue des migrants, il s'agit d'une pratique de « *care* » (Zielinski 2010) marquée par des liens socio-affectifs transnationaux très forts. Bien que cette pratique soit consubstantielle de l'individualisation des relations familiales (Collet et Santelli 2012), elle s'enracine profondément dans l'imaginaire social haïtien. Ce devoir de solidarité varie selon l'origine sociale et la situation socio-économique de migrants. Selon ces derniers, le soutien aux familles et aux proches bloqués en Haïti dans ce que Jorgen Carling appelle l'immobilisme involontaire (Carling 2002) représente une source de pression morale. S'il est plus prégnant chez ceux

qui proviennent des classes populaires haïtiennes où la prévalence du chômage et de la précarité est plus forte, il s'affaiblit à mesure que la situation socio-économique des familles d'origine s'améliore. Ceux qui n'y ont plus de parents affirment ne pas avoir cette contrainte, même s'ils aident sporadiquement certains membres de la famille élargie et d'autres amis proches. L'un de nos participants, fils unique et orphelin de père et de mère à cause du séisme de 2010, explique qu'il ne soutient que des projets d'autonomisation comme l'émigration surtout vers la Caraïbe, des petits commerces et des frais scolaires annuels.

La prégnance de cette contrainte s'intensifie surtout quand les parents n'ont plus de force de travail productive. L'expérience de Robert<sup>5</sup> nous éclaire mieux :

[...]. Actuellement, j'ai seulement un grand frère et une grande sœur en Haïti. [...], mes parents sont là-bas aussi. J'irai en juillet prochain passer une semaine avec eux. [...]. C'est mon devoir de subvenir à leurs besoins. Pour le moment, nous payons une personne pour prendre soin d'eux, car ils ne peuvent rien faire. Ils sont dans une maison familiale, moi et ma sœur qui est en Florida, nous leur envoyons des provisions régulièrement : du riz, pois, savon, etc.

H : Alors tout le monde y contribue ?

Fito : Oui. Chacun envoie quelque chose. Par exemple, la semaine passée, je viens d'envoyer 500 \$ pour eux. Quant à ma sœur qui est à Montréal, elle va chaque année en Haïti, et elle passe un mois. Elle dit que c'est seulement ce qu'elle peut leur offrir, passer du temps avec eux, les doucher, prendre soin d'eux avant leur mort. Tu comprends ! (*Entrevue réalisée à Ottawa, le 14 février 2020*)

Étant donné que ses parents, d'origine paysanne, se sont sacrifiés pour sa scolarisation qui, selon lui, fait de lui ce qu'il est aujourd'hui, c'est un devoir moral d'assurer leur survie à ce stade de leur vie où ils ne sont plus capables de travailler et n'ont aucune pension de retraite. Car, il n'existe pas de politique de sécurité et protection sociales ciblant les familles des classes populaires qui ont fait leurs carrières dans le secteur informel en Haïti. En raison de la faiblesse de la législation sociale haïtienne, les salariés du secteur privé sont eux-mêmes livrés à la bonne volonté d'un patronat d'une cupidité extrême. Basée sur des lois arriérées, la pitance accordée aux fonctionnaires publiques à leur retraite ne leur garantit pas véritablement une sécurité sociale. Pour les Haïtiens d'origine populaire, il est un devoir moral de rendre sous forme de d'une solidarité intergénérationnelle ce qui a été donné dans l'enfance et la jeunesse. Le travail des migrants en constitue une source encore plus garantie. D'où le sens de cet adage stipulant que « *Pitit se baton vyejès*<sup>6</sup> » faisant référence à la dimension morale de la prise en charge des personnes âgées des classes populaires par leur progéniture par rapport à la quasi-inexistence de mesures publiques de sécurité et de protection sociales en leur faveur.

La présence du « diaspora » dans la famille est non seulement une marque de fierté et d'accomplissement, elle est aussi une source de sécurité sociale qui

<sup>5</sup> Tous les prénoms utilisés dans le texte pour désigner les participants de l'enquête qualitative ont été empruntés en vue de l'anonymat.

<sup>6</sup> Cet adage peut se traduire littéralement comme suit : « Les enfants représentent le bâton qui aide les personnes âgées à rester debout et à circuler ».

assure une vieillesse dans la dignité. En ce sens, même si les fonds transférés par les migrants ne contribuent pas à un « développement durable » (OCDE et INURED 2017), dans un contexte de privatisation et de privation des services sociaux de base, ils constituent une béquille pour les proches non migrants eux-mêmes en situation d'immobilité involontaire (Carling 2002) dans un pays à fort taux de chômage. À la lumière de la théorie du don de Marcel Mauss, cette solidarité intergénérationnelle s'inscrit dans une logique altruiste et de réciprocité (Mondain, Diagne, et Randall 2012) où le migrant rétribue les sacrifices antérieurement réalisés par ses parents.

### 3.3.2. La participation socio-communautaire transnationale

D'une manière générale, l'enquête qualitative révèle un grand désir de faire un investissement en Haïti en vue d'aider les personnes vulnérables. Certains des participants se sont impliqués dans des activités communautaires et même politiques dans leurs pays d'origine tout en étant au Canada. D'autres aspirent systématiquement à y retourner pour s'investir dans des activités comme la création d'écoles professionnelles pour les jeunes et de maisons de retraite pour les personnes âgées. C'est ce qu'explique ce quadragénaire qui a émigré en 2013, actuellement haut cadre de finance dans le secteur privé au Canada :

J'ai des projets d'investissement dans le pays. Récemment, j'ai acheté 3 ou 4 carreaux de terre à Sainte-Suzanne, avec l'idée de trouver une association paysanne pour voir comment on pourrait exploiter ces espaces pour faire la production, quel que soit la production. [...] c'est juste pour créer une petite économie autour de ces personnes, pour avoir de meilleures conditions d'existence. Car, leurs conditions de vie sont déplorables. Je pense qu'en tant qu'humain, nous pouvons faire mieux. Mais, à cause de la situation politique (...).  
(Entrevue réalisée à Ottawa, le 28 février 2020)

Étant d'origine paysanne, à côté de ses responsabilités envers ses parents en « retraite<sup>7</sup>», ce migrant se voit aussi dans l'obligation de créer une activité pouvant aider des familles paysannes à améliorer leurs conditions de vie. Il explique qu'il finance de ses propres moyens la scolarisation et des activités culturelles des jeunes dans sa région natale dans cette même logique communautaire. Même s'il n'y a pas de lien de causalité directe, les transferts de fonds provenant des migrants contribuent à améliorer le taux de scolarisation des enfants, notamment dans les écoles privées (OCDE et INURED 2017). Compte tenu du rôle que peut jouer la scolarisation dans le développement sociétal, cette contribution constitue déjà une importante participation citoyenne.

Sur le plan subjectif, ces investissements représentent un moyen de compenser leur absence physique dans son pays d'origine, que certains n'avaient

---

<sup>7</sup> Contrairement au Canada où la retraite est considérée comme une étape de la vie socio-professionnelle et est associée un fonds de pension, pour les des travailleurs issus de classes populaires haïtiennes qui ont œuvré généralement dans le secteur informel, cette notion est considérée comme l'étape de la cessation de la vie professionnelle, souvent en raison des problèmes de santé liés à la vieillesse. En Haïti, même dans la fonction publique où il existe certaine mesure de sécurité sociale, la question de la retraite est extrêmement floue.

jamais souhaité quitter. Une autre quadragénaire, formée en traduction et rédaction, actuellement traductrice dans une société d'État à Ottawa, raconte qu'elle offre une partie de son temps libre pour aider une ONG qui organise des activités de formation pour des enseignants du secondaire en traduisant des matériels didactiques en créole haïtien. Elle met aussi ses compétences de rédaction au service d'un blogue numérique haïtienne à vocation critique qui dénonce des pratiques injustes comme la corruption et les violences faites aux femmes et filles dans la société haïtienne. Ces deux activités représentent pour elle une stratégie de militance à distance. Ces pratiques sont non seulement des manifestations de leur attachement à leur pays d'origine, mais aussi d'un engagement socio-communautaire transnationale qui atténue les sentiments d'exil et culpabilité d'avoir quitté le pays natal. Elles constituent donc d'importants marqueurs de sens et de signification de la vie migrante.

#### 4. LA PARTICIPATION AU PRISME DU RETOUR : PROJECTION D'UN TRANSNATIONALISME SÉDENTAIRE

La participation transnationale des migrants, que ce soit dans sa forme économique ou sociocommunautaire, est revêtue d'une pluralité de significations. Ces activités transnationales reposent sur des « histoires profondes<sup>8</sup> » (Nowicka 2020) qui ont marqué leur enfance et leur jeunesse et qui les incitent à s'impliquer dans leur pays d'origine en vue de l'amélioration des conditions de vie de leurs concitoyens. La singularisation de ses significations et les conditions du retour résident fondamentalement dans l'expérience migratoire de chaque individu et les réalités de la condition migrante au Canada.

Jorgen Carling et Marta B. Erdal affirment que la migration de retour dépend fortement du niveau d'insertion socioprofessionnelle dans leurs pays d'immigration :

[...] les chances les plus élevées de planification du retour se trouvent chez les personnes fortement transnationales et faiblement intégrées. Et inversement, les personnes fortement intégrées et faiblement transnationales sont les moins susceptibles de planifier une migration de retour. Au milieu, cependant, se trouvent deux groupes différents ayant des niveaux intermédiaires d'intentions de migration de retour : ceux qui sont à la fois intégrés et transnationaux, et ceux qui ne le sont pas<sup>9</sup>. (Carling et Erdal 2014, 3)

Cette idée Carling et Erdal a permis d'identifier deux grands cas de figure dans le groupe de personnes qui ont participé à notre enquête. Le premier concerne une minorité de migrants qui sont parvenus à une intégration socioprofessionnelle jugée satisfaisante. Chez cette catégorie, même si la possibilité de retour n'est pas écartée, elle est envisagée dans une perspective transnationale où la sédentarité dans le pays d'immigration prédomine. Ces derniers optent plutôt pour des voyages sporadiques d'implication dans des activités communautaires et

---

<sup>8</sup> Repris de la sociologue américaine Arlie Russell Hochschild, ce concept renvoie à un enchevêtrement de facteurs biographiques (personnels, familiaux, événements), culturels et structurels à partir desquels le migrant façonne et donne du sens à sa vie et ses interactions sociales (Nowicka 2020).

<sup>9</sup> C'est moi qui ai traduit cet extrait de l'anglais au français.

entrepreneuriales en vue d'aider au « développement » d'Haïti. Étant contraints à l'exil sans pouvoir y contribuer directement à des changements sociaux amélioratifs, leurs propos évoquent une participation permettant de maintenir une certaine légitimité en Haïti à travers le renouvellement de leur attachement et de leur appartenance. Elles représentent un moyen d'y signifier une présence malgré l'émigration.

Le deuxième cas de figure est celui qui prédomine. Il s'agit d'un projet de retour définitif en Haïti avec la possibilité de faire des va-et-vient observés particulièrement chez les migrants en situation de surqualification et de précarité professionnelles. Le cas de Robert mentionné ci-dessus en est une illustration. Ce migrant est un homme de 46 ans, il cumule deux emplois atypiques à temps partiel : chauffeur de taxi à Uber et livreur de nourriture à *Skip The Dishes*. Son projet et sa décision migratoires avaient été mis en œuvre sur la base d'un ensemble d'aspirations et de désirs personnels alimentés par un certain discours enjolivant qui présente le Canada comme un *Eldorado*. Depuis son arrivée au Canada en 2008, Robert fait face à la déqualification socioprofessionnelle. Malgré ses longues expériences de professionnelles prémigratoires et son diplôme de maîtrise en administration des affaires acquis au Québec, ce migrant ne peut pas encore trouver un emploi satisfaisant. Cette situation socioprofessionnelle génère beaucoup de honte, de déception et de frustration. C'est la raison pour laquelle il revient à une étude collégiale.

Un autre migrant, quinquagénaire, agent d'entretien ménager, cumulant lui aussi deux emplois dont l'un est à temps plein, raconte ses aspirations de retour : « Mon projet, [...], c'est d'avoir ma petite maison là-bas en Haïti, quand j'aurai fini de travailler ici, (silence). [...] Pendant la période du froid comme ça, je n'aurai pas besoin de rester ici pour me faire brûler par le froid, [...] » (Entrevue réalisée à Gatineau, le 19 février 2020). Dans un style plus ferme, une femme quinquagénaire, célibataire et aide-éducatrice à l'école secondaire, décrit la possibilité d'une vieillesse en Haïti comme un fantasme où elle retrouverait sa symbiose avec l'environnement où il a passé son enfance. C'est le cas de cette femme célibataire de 53 ans, aide en nutrition sur appel dans une école primaire, alors qu'elle était juriste et entrepreneure en Haïti :

Aussitôt que mon deuxième fils termine avec l'université, je saurai quand je vais retourner. Je lui avais toujours promis qu'après ses études, je lui donnerais un an pour qu'il puisse commencer à travailler et commencer à économiser avant que moi je parte.

H : Quand tu seras en Haïti, quelle activité tu comptes faire ?

Marjorie : je ne sais pas encore. Puisque j'ai envie d'aller enseigner et qu'il est difficile de faire du business en Haïti, si j'arrive à trouver un emploi dans l'enseignement ici, je resterai pour un certain temps encore, peut-être 7, 8 ou 10 ans. Mais 10 maximum. D'une façon à juste prendre ma retraite<sup>10</sup>, et rentrer en Haïti pour ouvrir une école. (Entrevue réalisée à Ottawa, le 07 février 2020)

<sup>10</sup> L'âge minimal de retraite est 65 ans au Canada. Le projet de retour est donc envisagé à partir de cet âge.

Après de longues années de travail comme préposée aux bénéficiaires pendant lesquelles elle a eu un accident de travail qui la laisse avec une employabilité réduite, le retour en Haïti s'impose comme une alternative salubre. Au moment de l'enquête, elle faisait des études en administration des affaires en vue de préparer sa réintégration sociale à son retour. *Elle rajoute* : « [...] *bien que je réfléchisse encore, un jour je n'aurai pas de choix, je ne trouve pas ça normal de rester vivre seule ici, j'ai deux fils, ils partiront sous peu* ». Étant célibataire, elle veut anticiper l'aggravation de sa situation socio-économique et affective lorsque ses deux fils qui sont les pourvoyeurs financiers de la maisonnée partiront fonder leur propre foyer. Étant concernées directement par l'évolution de pays à cause du projet de retour, elles s'en informent quotidiennement via certains des médias traditionnels et les réseaux sociaux (partage de contenus numériques comme photos, vidéos, messages vocaux, textes, messages de sensibilisation, etc.).

La situation de précarité socioprofessionnelle est associée à une forte prévalence de l'idée du retour, pourtant bloquée par les crises sociopolitiques chroniques. Malgré les défis posés par la condition migrante, les migrants se trouvent face à la pression sociale de réussir son projet et sa vie migratoire. Cette pression sociale est plus grande pour les personnes qui avaient une situation socio-professionnelle très valorisée et valorisante avant l'émigration. Pour reprendre Julien, il s'agit d'une injonction à la performance à laquelle il est soumis :

C'est la médiatisation de la valeur économique de cette migration face à la détérioration des conditions de vie en Haïti qui caractérise l'injonction à la performance de l'émigré-e. Cette injonction doit refléter son niveau de réussite : la présence de l'individu dans les fêtes patronales ou dans les activités de masses qui réunissent la population de sa région, doit montrer que son déplacement participe à son bien-être personnel. (Julien 2020, 69)

Cet imaginaire conduit certains migrants à s'isoler socialement et à cacher leur souffrance sociale, parfois même pour leur propre famille. La difficulté de répondre à cette injonction de double présence et de participation communautaire est en soi une source d'angoisse. Dans la société haïtienne, le retour est socialement conditionné. Celui qui est valorisé est la forme circulaire connue sous le nom de migration hirondelle consistant en des déplacements réguliers entre les pays d'origine et d'immigration (Julien 2020). Le cadre socio-culturel haïtien établit « une temporalité du retour qui n'est jamais définitif et total », renchérit Julien (2020,70). Le retour définitif est vu comme un signe de non-combativité et de paresse ; elle est considérée comme un échec du projet migratoire. Pour les personnes en immobilité involontaire (Carling 2002) en Haïti, le retour est même perçu comme une décision irrationnelle et même suicidaire. La possibilité d'être hors du désenchantement qui sévit actuellement en Haïti représente non seulement un privilège, mais aussi une source d'espoir et de fierté pour les proches non-migrants. De plus, certains migrants ont des responsabilités familiales au Canada comme des enfants à charge dont ils veulent et doivent garantir l'avenir. Considérant la situation socio-économique et politique d'Haïti, ces responsabilités sont contradictoires à l'intention de retour.

## EN GUISE DE CONCLUSION

Contrairement au discours développementiste, en dépit de leur importance, les contributions et financières des migrants ne contribuent pas à la dynamisation des activités productives en Haïti. Elles répondent plutôt à une logique de soutien à la subsistance. Par-là, les migrants inscrivent leur participation dans leur pays d'origine dans une logique de singularisation qui (re)donne du sens à leur vie migratoire. Leurs implications et le retour en Haïti sont deux éléments fondamentaux de cette logique. Ces migrants se retrouvent dans une épreuve de positionnement et repositionnement afin de construire leur légitimité dans les deux sociétés (Julien 2020).

Alors que pour les migrants qui se sentent socioprofessionnellement intégrés et épanouis, la sédentarisation est envisagée du point de vue de la société d'immigration, ceux qui se sentent rejetés et déniés sont quotidiennement hantés par l'intention de retour. Le retour auquel ils aspirent n'est pas envisagé en termes de renoncement total au pays d'immigration, mais sous forme d'un transnationalisme ancré en Haïti, où ce mode de vie confère du prestige social. Le contexte socio-économique et politique d'Haïti et les épreuves de la condition migrante rendent la localisation spatiale de l'avenir incertain. Les sens attribués aux activités transnationales de participation traduisent une volonté de maintien d'une identité ethno-nationale (Carling et Erdal 2014) et un souci de double présence (Belguidoum et Mohammedi 2017). La crise sociétale qui sévit en Haïti depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle les a poussés à l'exil dans un pays qui leur refuse l'hospitalité, pourtant ils ne peuvent que renvoyer le projet de retour à leur retraite avec l'espoir d'une Haïti meilleure. Cette possibilité de retour leur permettrait de s'investir des activités économiques et sociocommunautaires où finalement ils pourraient avoir un certain épanouissement personnel. Le retour au bercail est donc une alternative à l'indésirabilité de la société d'immigration et représente une stratégie de réintégration sociale et de reconstruction des statuts et des identités socio- socioprofessionnels annihilés par la condition migrante.

## BIBLIOGRAPHIE

- Agier, Michel. 2011. *Le couloir des exilés. Être étranger dans un monde commun*. Paris: Éditions du Croquant.
- . 2016. *Les migrants et nous. Comprendre Babel. Débats*. Paris: Éditions CNRS.
- Audebert, Cédric. 2012. *La diaspora haïtienne. Territoires migratoires et réseaux transnationaux*. Rennes, France: Presses Universitaires de Rennes.
- Belguidoum, Saïd, et Sidi Mohammed Mohammedi. 2017. « Les migrations - vues du Sud ». *Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01651275>.
- Bresson, Maryse. 2014. « La participation : un concept constamment réinventé ». *Socio-logos . Revue de l'association française de sociologie*, n° 9 (février). <https://doi.org/10.4000/socio-logos.2817>.

- Cardona, Manuel Salamanca. 2018. « Les agences de placement à Montréal et le travail immigré : une composante du racisme systémique au Québec ? » *Sociologie et sociétés* 50 (2): 49-76. <https://doi.org/10.7202/1066813ar>.
- Carling, Jorgen. 2002. « Migration in the age of involuntary immobility: Theoretical reflections and Cape Verdean experiences ». *Journal of Ethnic and Migration Studies* 28 (1): 5-42. <https://doi.org/10.1080/13691830120103912>.
- Carling, Jorgen, et Marta Bivand Erdal. 2014. « Return Migration and Transnationalism: How Are the Two Connected? » *International Migration* 52 (6): 2-12. <https://doi.org/10.1111/imig.12180>.
- Chapas, Benjamin, et Xavier Hollandts. 2017. « La participation dans le monde du travail : une perspective d'autogouvernement ». *Annales des Mines - Gérer et comprendre* 129 (3): 59-68. <https://doi.org/10.3917/geco1.129.0059>.
- Cloos, Patrick, Stéphanie Collins, Ndiaye Laïty Ndeye, et Jessie St. Louis. 2016. « Expériences migratoires de nouveaux-arrivants haïtiens établis au Québec depuis la catastrophe ayant frappé Haïti le 12 janvier 2010: Relations, contradictions et ambiguïtés dans l'expression de la «différence» ». *Journal of Haitian Studies* 22 (2): 37-56.
- Collet, Beate, et Emmanuelle Santelli. 2012. « Le lien conjugal individualisé ». Dans *Couples d'ici, parents d'ailleurs*, 15-53. Le Lien social. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/couples-d-ici-parents-d-ailleurs--9782130577737-p-15.htm>.
- Duran, Patrice, et Fabien Truong. 2013. « La participation politique : nouvelles dimensions, nouveaux problèmes ». *Idées économiques et sociales* 173 (3): 4-7. <https://doi.org/10.3917/idee.173.0004>.
- Forcier, Mathieu. 2012. « L'intégration Des Immigrants et Immigrantes Au Québec ». *Institut de Recherche et d'informations socio-Économiques (IRIS)*. [https://www.academia.edu/18876174/L\\_int%C3%A9gration\\_des\\_immigrants\\_et\\_immigrantes\\_au\\_Qu%C3%A9bec](https://www.academia.edu/18876174/L_int%C3%A9gration_des_immigrants_et_immigrantes_au_Qu%C3%A9bec).
- Gaudet, Stéphanie. 2011. « La participation sociale des Canadiens : une analyse selon l'approche des parcours de vie ». *Canadian Public Policy* 37 (Supplement 1): S33-56. <https://doi.org/10.3138/cpp.37.suppl.s33>.
- Gaudet, Stéphanie, et Martin Turcotte. 2013. « Sommes-nous égaux devant l'« injonction » à participer ? Analyse des ressources et des opportunités au cours de la vie ». *Sociologie et sociétés* 45 (1): 117-45. <https://doi.org/10.7202/1016398ar>.
- Gaulejac, Vincent de de, Fabienne Hanique, et Pierre Roche. 2007. *La sociologie clinique*. ÉRÈS. Sociologie clinique. Toulouse, France. <https://www.cairn.info/la-sociologie-clinique--9782749207797.htm>.
- Gaulejac, Vincent de, et Isabel Taboada Leonetti. 1994. *La lutte des places: insertion et désinsertion*. Paris: Desclée de Brouwer.

- Haas, Hein (de). 2010. « Migration et Développement: Une Perspective Théorique ». *Revue Internationale Des Migrations* 44 (1). <https://www.migrationinstitute.org/imi-archive/news/migration-et-developpement-une-perspective-theorique>.
- Honneth, Axel. 2006. *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*. Armillaire. Paris: La Découverte.
- Julien, Bodeler. 2020. « Le contretemps de l'émigration et « l'impossible retour » des migrant-es haïtien-nes ». *Culture & Démocratie*, 2020. <https://www.cultureetdemocratie.be/articles/le-contretemps-de-lemigration-et-limpossible-retour-des-migrant-es-haitien-nes/>.
- Kanouté, Fasal. 2007. « Intégration sociale et scolaire des familles immigrantes au Québec ». *Informations sociales* 143 (7): 64-74.
- Kastoryano, Riva. 1997. « Participation transnationale et citoyenneté: les immigrés dans l'Union européenne ». *Cultures & Conflits*, n° 28 (janvier). <https://doi.org/10.4000/conflits.2121>.
- Lapassade, Georges. 2016. « Observation participante ». Dans *Vocabulaire de psychosociologie*, 392-407. Questions de société. Toulouse: Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.barus.2016.01.0392>.
- Lardeux, Laurent. 2020. « Engagement transnational des jeunes descendants de migrants. Quelle place accordée à l'« origine » ? » *Cahiers de l'action* 56 (2): 35-44. <https://doi.org/10.3917/cact.056.0035>.
- Leggewie, Claus. 2013. « La citoyenneté transnationale: idéaux et réalités européennes ». *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1053990ar>.
- Linhart, Danièle. 2005. *Perte d'emploi, perte de soi*. Sociologie clinique. Toulouse: Érès.
- Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. 2008. « Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP). » Imprimerie Deschamps.
- Mondain, Nathalie, Alioune Diagne, et Sara Randall. 2012. « 6. Migration et responsabilités intergénérationnelles : implications pour la transition à l'âge adulte des jeunes migrants sénégalais ». Dans *L'Afrique des générations*, 259-97. Hommes et sociétés. Paris: Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.gomez.2012.01.0259>.
- Nowicka, Magdalena. 2020. « (Dis)connecting migration: transnationalism and nationalism beyond connectivity ». *Comparative Migration Studies* 8 (1): 20. <https://doi.org/10.1186/s40878-020-00175-4>.
- OCDE, et INURED. 2017. *Interactions Entre Politiques Publiques, Migrations et Développement En Haïti*. Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development. <https://www.oecd-ilibrary.org/development/interactions->

entre-politiques-publiques-migrations-et-developpement-en-haiti\_9789264278844-fr.

- OIM. 2010. « Haïti : la diaspora au cœur de la reconstruction ». International Organization for Migration. 2010. <https://www.iom.int/fr/migrant-stories/haiti-la-diaspora-au-coeur-de-la-reconstruction>.
- . 2015. « Migration en Haïti : Profil Migratoire National ». <https://publications.iom.int/fr/books/migration-en-haiti-profil-migratoire-national-2015>.
- PAM. 2019. « Haïti : 3,7 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire urgente ». *Histoires du Programme Alimentaire Mondial* (blog). 2019. <https://medium.com/world-food-programme-insight-francais/ha%C3%Afti-3-7-millions-de-personnes-ont-besoin-dune-assistance-alimentaire-urgente-fd4bfdf463c9>.
- Paugam, Serge. 2012. « Les formes contemporaines de la disqualification sociale ». *CERISCOPE Pauvreté*, 2012. <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part5/les-formes-contemporaines-de-la-disqualification-sociale?page=1>.
- Peraldi, Michel. 2008. « La condition migrante ». *La pensée de midi* 26 (4): 81-94. <https://doi.org/10.3917/lpm.026.0081>.
- Perchellet, Sophie. 2010. *Haïti : Des siècles de colonisation et de domination*. Liège, Belgique: Éditions CADTM. <https://www.cadtm.org/Haiti-Des-siecles-de-colonisation>.
- Potvin, Maryse, et Gina Lafortune. 2014. « Les jeunes d'origine haïtienne au Québec, d'hier à aujourd'hui ». *Diversité urbaine* 14 (2): 3-12. <https://doi.org/10.7202/1035422ar>.
- Priou, Johan. 2007. *Les nouveaux enjeux des politiques d'action sociale et médico-sociale. Projet de vie et participation sociale*. Santé social. Paris, France: DUNOD. <https://www.dunod.com/sciences-humaines-et-sociales/nouveaux-enjeux-politiques-d-action-sociale-et-medico-sociale-projet>.
- Sassen, Saskia. 2009. *La globalisation : une sociologie*. NRF Essais. Paris, France: Gallimard. <https://www.librairie-gallimard.com/livre/9782070785117-la-globalisation-une-sociologie-saskia-sassen/>.
- Sayad, Abdelmalek. 1999. *La double absence. Des illusions de l'immigrés aux souffrances*. Sciences Humaines. Divers Essais. Paris: Éditions du Seuil.
- Simard, Carolle, et Michel Pagé. 2016. « Participation civique et politique des citoyens issus de l'immigration ». *Diversité urbaine* 16. <https://doi.org/10.7202/1050948ar>.
- Statistique Canada. 2013. « Immigration et diversité ethnoculturelle au Canada ». <https://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-010-x/99-010-x2011001-fra.cfm>.

- Statistique Canada, Statistique Canada. 2017. « Profil du recensement, Recensement de 2016 ». 2017. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>.
- Tassin, Étienne. 2018. « La condition migrante. Pour une nouvelle approche du cosmopolitisme ». *Tumultes* 51 (2): 193-221. <https://doi.org/10.3917/tumu.051.0193>.
- Vargas-ramos, Carlos. 2015. « Puerto Ricans and Transnationalism: A Critical Empirical Assessment ». *Undefined*. <https://www.semanticscholar.org/paper/Migrating-race%3A-migration-and-racial-identification-Vargas-ramos/27962ad132a47f48259707063ac2af268e68f269>.
- Waldinger, Roger. 2006. « « Transnationalisme » des immigrants et présence du passé ». Traduit par Jean-Luc Pinel. *Revue européenne des migrations internationales* 22 (2): 23-41. <https://doi.org/10.4000/remi.2817>.
- Wenden, Catherine Wihtol de. 2016. *Migrations. Une nouvelle donne*. Interventions. Paris, France: Maison des Sciences de l'Homme.
- Zielinski, Agata. 2010. « L'éthique du care. Une nouvelle façon de prendre soin ». *Études* 413 (12): 631-41. <https://doi.org/10.3917/etu.4136.0631>.